

# Une aide internationale massive pour le Rwanda

Pierre Hazan

Libération, 20 janvier 1995

**Les donateurs occidentaux ont promis des centaines de millions de dollars au gouvernement du Rwanda pour reconstruire le pays, assister les 150.000 orphelins et les 2 millions de réfugiés.**

*Genève, de notre correspondant.*

« *C'est un succès* », s'est félicité hier le Premier ministre rwandais, Faustin Twagiramungu, à l'issue de la table ronde qui rassemblait les potentiels donateurs à l'initiative du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). En effet, suite aux discussions de mercredi et jeudi à Genève, la communauté internationale a décidé de débloquer entre 500 et 600 millions de dollars pour aider à la reconstruction du Rwanda. Le gouvernement rwandais avait demandé 764 millions de dollars, « *un objectif qui pourrait être atteint dans les semaines qui viennent* », a estimé Faustin Twagiramungu. Aujourd'hui, à l'instigation du département des Af-

fares humanitaires, un nouvel appel financier de quelque 710 millions de dollars, destiné essentiellement aux réfugiés rwandais au Zaïre, sera lancé. La réaction positive des donateurs montrent qu'après une période d'attentisme et en dépit de l'hostilité de l'opposition rwandaise, les pays occidentaux ont décidé de soutenir le gouvernement en place, confronté à une situation périlleuse : « *Deux millions de Rwandais sont réfugiés à l'étranger, le pays compte 500.000 personnes déplacées et 150.000 orphelins, l'économie a été réduite de moitié et la population vit encore en état de choc* », constate l'envoyé spécial de l'ONU, Shaharyar Khan.

De son côté, la France, qui avait été le principal soutien de l'ancien régime d'Habyarimana, ne s'est pas engagée sur des promesses chiffrées mais a donné des « *engagements d'aide* ». Selon l'ambassadeur de France Michel de Bonnecorse, « *Paris va re-*

*prendre rapidement sa coopération avec Kigali, tout en surveillant la question du retour des réfugiés, l'instauration d'un État de droit et la reprise du dialogue politique* », jugeant la prestation du Premier ministre rwandais « *rassurante* ». En fait, Paris entend mieux connaître les intentions de Kigali lors de la visite qu'effectuera en février le chef de la diplomatie rwandaise.

Sur la question du retour des réfu-

gés, Twagiramungu a admis qu'il n'y avait qu'« *un très petit nombre de personnes qui rentreraient au Rwanda* ». Il a exigé que le Zaïre assure la sécurité dans les camps et sépare les civils des miliciens et des militaires. Selon lui, le siège du tribunal international sur les crimes de guerre sera en Tanzanie, probablement à Arusha. Pour l'heure, 16.000 prisonniers accusés d'avoir participé au génocide sont en attente d'être jugés.